

# Élections Conseil d'Administration Groupe EDF

**Du 5 au 12 octobre 2023**

**Liste «Action pour un Pôle Public de l'Énergie»  
Parrainée par FO Énergie et Mines**

L'ensemble des salariés du groupe EDF ainsi qu'une partie des salariés de GRDF votent pour cette élection. Le CA d'EDF est composé de 18 administrateurs, dont 6 représentent les salariés. L'objectif de cette élection est de les élire pour un mandat de 4 ans en vue de participer aux grandes orientations stratégiques de l'entreprise, qu'elles soient économiques, financières, sociales et technologiques.

Les candidats parrainés par FO Énergie ont à cœur de porter votre voix au sein du CA afin de défendre vos intérêts. Ils relayeront la situation sociale telle qu'elle est vécue dans votre quotidien. Ils mettront en avant le facteur humain et social, surtout dans la période qui s'annonce, où la clé de réussite reposera sur des recrutements massifs, avec des garanties sociales de haut niveau, pour notre filière en quête de compétences. Dans ce sens, ils pèseront sur les délibérations du CA qui orientent la stratégie du Groupe et donc in fine votre travail et votre avenir.

Les administrateurs défendront 3 priorités :

1. Développer les embauches statutaires et valoriser les métiers
2. Garantir un EDF intégré
3. Agir pour un Pôle Public de l'Énergie Décarbonée

**Du 5 au 12 octobre prochain, exprimez-vous,  
votez pour la liste soutenue par**



## 1. Agir pour un capital humain valorisé

Les besoins croissants en énergie et l'adaptation des métiers aux changements environnementaux supposent des compétences de plus en plus pointues et polyvalentes dans notre secteur. Avec une prévision de recrutement, au sein du groupe EDF, oscillant entre 10 000 et 15 000 salariés d'ici 2030, les questions d'attractivité, de parcours professionnel, de sens au travail et de valorisation des métiers nécessitent des conditions sociales solides. **Il est donc impératif de freiner drastiquement l'externalisation des emplois et de combattre le dumping social. Il est également nécessaire d'aller vers le mieux-disant social notamment pour les nouvelles entités créées en choisissant un contrat de travail de haut niveau** tel le statut des IEG ou des métaux et non des conventions collectives les moins valorisantes comme celles de SYNTEC.

La politique de mobilité et de fidélisation professionnelle, l'attractivité à l'embauche, l'évolution des modes de management due aux nouvelles attentes sociales (télétravail, prise de travail sur chantier, renforcement de l'expertise, etc.) sont désormais incontournables. Il est donc urgent de travailler sur ces sujets si nous devons être toujours attractifs pour conserver nos compétences ou attirer les talents de demain face au développement industriel inédit dans le secteur de l'énergie.

Sans capital humain, l'entreprise ne pourrait pas fonctionner. Trop souvent considéré comme une charge, il est au contraire un réel investissement pour l'entreprise. D'où l'importance de le considérer, de le former notamment face aux nouvelles technologies, de s'assurer de son bien-être physique et mental. En ce sens, l'entreprise doit se doter d'une véritable ambition sociale en intensifiant les embauches statutaires, tout en continuant à remplir les missions de service public.

Les salariés sont la principale richesse de l'entreprise et représentent un investissement important. Les voir partir induit : impacts budgétaires, déperdition des savoirs et baisse de l'engagement... L'entreprise ne peut plus se le permettre aussi bien socialement que financièrement !

## 2. Agir pour un groupe intégré

Avec ses 65 Mrds € de dette, EDF est dans une situation d'extrême fragilité. Pour être à la fois moins dépendante de l'État et de l'Europe, l'entreprise devra produire et vendre davantage d'énergie afin de redresser ses comptes et assurer une trajectoire d'investissement inédite de près de 25 Mrds €/an. Si ce pari n'est pas remporté, il ne faudra pas compter sur l'État pour injecter beaucoup de fonds car il préférera vendre nos actifs les plus rentables, appauvrissant ainsi encore plus notre Groupe. Or, **une vente à la découpe du groupe EDF ne résoudrait en rien ses problèmes financiers.**

La cause de notre extrême fragilité résulte essentiellement d'une régulation défavorable comme avec la loi NOME de 2010 et de l'ARENH (accès régulé à l'électricité nucléaire historique), permettant aux alternatifs de bénéficier d'un volume d'électricité par EDF à un prix fixé depuis plus 10 ans à 42 €/MWh (le prix de marché est monté jusque 1000 €/MWh en août 2022) et toujours en vigueur jusque 2025. Ce dispositif a coûté plus de 8 Mrds € au groupe en 2022. Il est le fruit d'une contrepartie négociée avec l'Europe peu encline aux aides d'État surtout sur le nucléaire... Le marché européen doit être profondément réformé, mais rien ne sort pour l'instant tant le calendrier est incertain et gageons que cette réforme se fera *a minima*.

**Du 5 au 12 octobre prochain, exprimez-vous,  
votez pour la liste soutenue par**



En 2019, FO s'était vivement opposé contre le projet de démantèlement (dit projet Hercule), signant la fin du groupe intégré tel que nous le connaissons. Le fait d'être intégré participe à la renommée d'EDF. Si ce n'était plus le cas, cela impacterait négativement les emplois et conditions de travail des salariés du Groupe.

**Il est impératif, pour nos emplois et l'avenir de la filière, de défendre la vision d'un groupe intégré.** C'est ce qui fait notre singularité à l'international et nous permet de vendre nos EPR. Dans la même logique, l'ingénierie doit demeurer maître d'œuvre de bout en bout de la chaîne de valeur, de la réalisation à la conception à la modification des projets afin de conserver la maîtrise de ses compétences. Il est également essentiel de conserver nos concessions hydrauliques toujours menacées par l'Europe ainsi que le parc thermique et les infrastructures gazières utiles à la sécurité d'approvisionnement.

Demeurer un groupe intégré depuis la production, le transport, la distribution, à la commercialisation et aux services, c'est ce qui fait notre force sur le marché de l'énergie.

Un groupe intégré est un marqueur de cohésion sociale pour les salariés, la défense d'une image de marque forte pour les consommateurs et le gage d'une meilleure attractivité.

### 3. Agir pour un Pôle Public de l'Énergie Décarbonée

En défendant nos missions de service public, nous défendons également une transition énergétique socialement juste ! Or au fur et à mesure que l'ambition progresse en matière de réduction d'émission via une fiscalité toujours plus importante, les inégalités sociales s'amplifient et pèsent sur l'acceptation sociale du coût de l'énergie. C'est pourquoi demeurer une entreprise à mission de service public est un véritable atout. De cette façon, le groupe intègre le caractère sociétal et donc une politique tarifaire acceptable pour les consommateurs. Ceci est également un atout pour de nombreux salariés en quête de sens au travail. **Aussi, ambition climatique doit-il rimer avec ambition sociale ?**

Avec le changement climatique, nos outils industriels ne sont pas épargnés. Les canicules répétées fragilisent les câbles ; les tempêtes, les incendies et les inondations menacent sans cesse nos installations.

Des changements profonds s'opèrent sur nos modes de production et de consommation. L'entreprise doit à la fois adapter ses modes de travail et répondre aux exigences externes de certaines parties prenantes (associations, collectifs de consommateurs, entreprises et collectivités locales, etc.). Elle doit également se conformer aux règles d'un marché européen souvent loin d'être en phase avec nos choix stratégiques industriels malgré une réflexion partagée sur la baisse des émissions carbone. De ce point de vue, la taxonomie européenne devrait s'axer sur les énergies émettant pas ou très peu de CO<sub>2</sub>.

**C'est pourquoi, FO porte le projet de renationaliser réellement la filière énergétique afin de préserver les outils de production majeurs pour la décarbonation en réponse à la crise climatique.** Il est essentiel de défendre le climat en fixant des objectifs en matière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, sans privilégier une énergie plutôt qu'une autre.

Défendre cette vision, c'est :

- Réagir face aux défis de la Transition Énergétique.
- Avoir la faculté de se positionner dans un environnement économique et politique instable.
- Exploiter au mieux les opportunités d'innovation dans chaque secteur.

**Du 5 au 12 octobre prochain, exprimez-vous, votez pour la liste soutenue par**



# VOS CANDIDATS



**Sandrine LHENRY**  
EDF DPNT



**Rodolphe RENAULT**  
EDF DI



**Estelle DEVOS DEWAELE**  
ENEDIS  
DR Nord Pas de Calais



**Samuel NOREL**  
EDF  
CNPE de Gravelines



**Houria GRIVEAU**  
EDF Commerce



**Hafid TAGNAOUTI**  
DALKIA



**Charlotte WEISS**  
Strasbourg  
Électricité Réseau



**Eric Devy**  
FRAMATOME



**Armelle RYCKELYNCK**  
EDF Hydro Alpes

**Du 5 au 12 octobre prochain, exprimez-vous,  
votez pour la liste soutenue par**

